

Fédérations Syndicales des Cheminots

CGT – UNSA – SUD-Rail – CFDT

Compte rendu de la Table Ronde « Informaticiens » du 09 juillet 2010

Cette deuxième Table Ronde Informatique faisait suite à celle du 14 juin. En début de réunion, les Fédérations CGT, UNSA, SUD-Rail et CFDT, par une déclaration commune, ont précisé attendre de cette Table Ronde une autre teneur que celle de la précédente et cadrer les discussions relatives aux systèmes informatiques de l'EPIC SNCF en excluant la co-entreprise avec IBM.

Les Organisations Syndicales ont rappelé à la Direction qu'elles refusent de s'inscrire dans l'accompagnement d'ULYSSE et souhaitent pouvoir discuter sur :

- ➔ **une ré-internalisation massive de charges de travail au sein de l'EPIC ;**
- ➔ **une conception beaucoup plus large de nos systèmes d'informations et de télécommunications intégrant les agents de ces services ;**
- ➔ **sur des contrats de sous-traitance à minima qui soient établis dans le cadre de l'attribution des marchés publics, avec des clauses sociales favorisant le maintien de l'emploi sur le territoire national.**

La Direction reconnaît sa gestion calamiteuse et le rejet massif de ce projet par les informaticiens, symbolisé par la grève historique du 1^{er} avril, et confirmé par le sondage CSA auprès des agents de la DSIT. Mais elle refuse de remettre en cause le partenariat avec IBM, arguant le coût pour la SNCF d'une rupture unilatérale du contrat. A l'heure actuelle, le coût évoqué par la Direction atteindrait plusieurs dizaines de millions d'Euros. Il y a seulement quelques mois, une « poignée de cacahuètes » suffisait ...

La question de l'emploi est au cœur de notre combat. Les Organisations Syndicales n'admettent pas, en cette période d'augmentation exponentielle du chômage, qu'une entreprise publique comme la SNCF crée des conditions de générer des destructions d'emplois en France en se masquant derrière une filiale et une firme comme IBM.

La Direction n'a pas démenti les délocalisations massives d'emplois de sous-traitants, avec un objectif strictement financier et rémunérateur pour IBM. A l'opposé, les Organisations Syndicales refusent la délocalisation d'emplois dans des pays à bas coûts salariaux (offshore) qui apparaîtrait comme un phénomène naturel, logique et inéluctable.

De plus, il reste à prouver qu'ULYSSE va diminuer les coûts des prestations informatiques de la SNCF. Lorsque l'on confie le service des Achats à un

fournisseur, on n'a plus de levier pour négocier les prix. ULYSSE serait alors plus onéreux que prévu !

La Direction est prise dans une contradiction aigüe : d'une part, l'action syndicale unie des informaticiens la contraint à répondre partiellement aux revendications, d'autre part, la machine infernale à externaliser les emplois « Ulysse » fonctionne déjà.

D'un côté, la Direction est contrainte :

- d'identifier quelques postes critiques à réinternaliser en DSI (par exemple 3 postes d'architectes techniques à la DSIT) qui seront identifiés à la Bourse à l'emploi et objet d'un suivi trimestriel donné aux OS ;
- de préciser les 41 premiers postes destinés aux cheminots engagés dans la formation qualifiante (ISI : 5 postes support à Paris ; VINSI SI : 8 développeurs à Lille, 4 à Nantes, 1 poste support à Nantes ; DSIT : 24 postes support à Lyon) ;
- d'accepter la reprise par l'ASTI de Lyon de la maintenance de l'immeuble Anthémis ;
- d'annoncer l'embauche de 10 attachés TS informatique dans les Asti d'ici fin 2010.

De l'autre côté, l'emploi des cheminots est directement touché par Ulysse et les métiers des cheminots vont évoluer. Poussée dans ses retranchements sur une question « rumeur », à

savoir la perte de 44 emplois de cheminots à DSIT-X transférés en centre de service au 1^{er} trimestre 2011, la Direction concède qu'un projet de centre de service est à l'étude et qu'il faudra gérer l'impact sur le personnel, au Pôle Achats de VINSI, les agents seront également impactés, à la Direction des Achats, il y aura des suppressions d'emplois.

La Direction utilisera l'« ANPE interne » (EME : Espace Mobilité Emploi et EDC : Espace Développement Cadres) pour gérer les reclassements.

Ainsi, « forcée » à se découvrir, la Direction confirme une nouvelle fois toutes nos craintes.

Rechercher un poste soi-même quand l'emploi disparaîtra, être obligé de maintenir son employabilité.

Nous pouvons vraiment être inquiets au niveau social pour tous les salariés (2 200 cheminots et 2 000 sous-traitants) ; il est évident qu'ULYSSE est un projet destructeur d'emplois !.

Les Organisations Syndicales unies sont décidées à sortir la Direction de ses contradictions, elles exigent l'abandon d'Ulysse et la satisfaction de toutes les revendications des informaticiens.

Les Organisations Syndicales ont demandé comment la confidentialité est assurée sur les données de l'entreprise et les traitements codés dans nos logiciels et les dispositions prises pour la garantir. Actant qu'il y a un véritable sujet, la réponse de la Direction n'est pas à la hauteur du problème ; elle se contente d'affirmer que les tests seront réalisés à partir de données fictives qui ne seront pas des copies de production et concède qu'aucune garantie ne peut être donnée à nos MOAs sur ce point. Pas de quoi être rassuré !

La Direction n'a donné aucune garantie sur un engagement de non-concurrence d'IBM et aucune garantie sur l'externalisation par rapport aux clauses de non-concurrence.

Interpellée au sujet de la communication dans le journal audio « Les infos » du 15/6 relative à l'incident informatique du vendredi 21 mai qui a empêché la vente des billets pendant près de 24h, communication qui laissait à penser qu'IBM aurait apporté une aide décisive à la résolution du bug, la Direction s'est contentée de dire que le journaliste interne a fait, de lui-même, une digression.

Il n'en reste pas moins qu'aucun démenti formel n'a été apporté. La Direction qui a tellement de mal à justifier ULYSSE fait croire qu'IBM apporte de réelles solutions à nos problèmes, alors qu'en réalité, il n'en est rien. La SNCF, par sa Direction de la Communication, démontre qu'elle utilise tous les prétextes pour valoriser IBM.

Sur le respect des conventions de l'OIT (Organisation Internationale du Travail) par IBM, la Direction se contente de déclaration formelle d'IBM bien difficile à vérifier dans des pays comme l'Inde qui n'ont pas ratifié certaines de ces conventions fondamentales (liberté syndicale et lutte contre les discriminations).

D'évidence, le compte n'y est pas. La Direction manque de transparence et s'empêtre dans son entêtement. Cette Table Ronde est loin d'apporter des réponses concrètes et de donner des garanties aux revendications portées par les OS. Elle a mis en évidence une Direction isolée qui minimise sciemment les risques qu'elle fait prendre au Service Public ferroviaire Français, par ce projet porteur de risques non mesurés et de destructions d'emplois et le risque industriel induit par la perte de la maîtrise de son système d'information par l'EPIC SNCF.

Les OS et les cheminots ne tomberont pas dans la résignation.

Les cheminots rejettent massivement la co-entreprise et les centres de service comme en atteste le sondage CSA à DSIT. Les cheminots ne font pas confiance à la Direction et font confiance aux OS.

Ainsi, les Organisations Syndicales CGT – UNSA – SUD-Rail – CFTD, dans un front uni, ne poursuivront pas les discussions au sein des DSI, dans le cadre de la conduite du changement qui leur est spécifique. ULYSSE est l'affaire de tous. Ainsi, les OS appellent tous les informaticiens à rester mobilisés pour des actions revendicatives fortes à venir.

La Direction doit comprendre que les informaticiens rejettent massivement ULYSSE.
